

Le “ blues ” des acteurs sociaux



Les associations ne cachent plus leurs difficultés de dialogue avec le conseil départemental, qu'elles demandent à rencontrer d'ici le vote du budget primitif en mars.

Les représentants des 53 associations sociales, médico-sociales, de santé et de lutte contre l'exclusion d'Indre-et-Loire qui emploient près de 10.000 salariés dans le département, avaient rendez-vous hier matin à l'Institut régional de formation sanitaire et sociale, à Chambray-lès-Tours, pour leur journée de rentrée sociale.

L'occasion, pour ces professionnels, de faire le point sur la situation souvent préoccupante du nombre d'associations qui déplorent une baisse des dotations que leur accordent les pouvoirs publics : l'État, le conseil départemental, l'Agence régionale de santé

et l'Éducation nationale. Les masses salariales, les charges sociales, les investissements et les prises en charge augmentent alors que les budgets diminuent. L'un des objectifs principaux de cette assemblée était donc de faire le point sur un contexte économique général jugé très difficile, amplifié par une situation locale que n'hésitent plus à dénoncer les représentants de ces organismes. quand ils affirment : « Nous rencontrons parfois de vraies difficultés de dialogue avec le conseil départemental. » Un dialogue que ces représentants espèrent reprendre avec les élus du Département dans les semaines qui viennent.